

Art. 31. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 29 février 2008 relatif à la désignation des agents chargés de l'exécution et du contrôle des dispositions légales et réglementaires en matière de transport de marchandises dangereuses par la route, les mots « arrêté royal du 9 mars 2003 relatif au transport de marchandises dangereuses par route, à l'exception des matières explosibles et radioactives » sont remplacés par les mots suivants « arrêté royal du ... 2009 relatif au transport des marchandises dangereuses par route ou par chemin de fer, à l'exception des matières explosibles et radioactives ».

CHAPITRE XI. — Dispositions abrogatoires

Art. 32. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 11 décembre 1998 relatif au transport de marchandises dangereuses par chemin de fer, à l'exception des matières radioactives;

2° l'arrêté royal du 9 mars 2003 relatif au transport des marchandises dangereuses par route à l'exception des matières explosibles et radioactives.

CHAPITRE XII. — Dispositions finales

Art. 33. Le Ministre de l'Intérieur, le Ministre des Finances et le Ministre qui a le Transport terrestre dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 juin 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre

H. VAN ROMPUY

Le Vice-Premier Ministre

et Ministre des Finances et des Reformes institutionnelles,

D. REYNDERS

Le Ministre de l'Intérieur,

G. DE PADT

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,

E. SCHOUPE

Annexe à l'arrêté royal du 28 juin 2009 relatif au transport des marchandises dangereuses par route ou par chemin de fer, à l'exception des matières explosibles et radioactives

ANNEXE

Précisions relatives aux dispositions du RID et de l'ADR.

1. SURVEILLANCE DE LA FABRICATION, RECONSTRUCTION OU RECONDITIONNEMENT DES EMBALLAGES, DES GRV ET DES GRANDS EMBALLAGES

1.1. La surveillance de la fabrication, reconstruction ou reconditionnement :

– des emballages visés par le titre des chapitres 6.1 et 6.3 du RID et de l'ADR;

– des GRV visés par le titre du chapitre 6.5 du RID et de l'ADR;

– des grands emballages visés par le titre du chapitre 6.6 du RID et de l'ADR,

pourvus d'une marque UN, RID/ADR ou de reconditionnement délivrée en Belgique, se compose de l'inspection interne exercée par le fabricant et de la surveillance externe assurée par un organisme agréé par le Ministre.

1.2. L'inspection interne est effectuée selon les instructions du délégué du Ministre et se compose du contrôle initial, du contrôle de fabrication, du contrôle final et de l'enregistrement des résultats.

Art. 31. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 29 februari 2008 betreffende de aanduiding van ambtenaren belast met de uitvoering van en de controle op de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, worden de woorden « koninklijk besluit van 9 maart 2003 betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen » vervangen door de woorden « koninklijk besluit van ... 2009 betreffende het vervoer via de weg of per spoor van gevaarlijke stoffen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen ».

HOOFDSTUK XI. — Opheffingsbepalingen

Art. 32. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 11 december 1998 inzake het vervoer van gevaarlijke goederen per spoor, met uitzondering van de radioactieve stoffen;

2° het koninklijk besluit van 9 maart 2003 betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen.

HOOFDSTUK XII. — Slotbepalingen

Art. 33. De Minister van Binnenlandse Zaken, de Minister van Financiën en de Minister bevoegd voor het Vervoer te Land, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 juni 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,

H. VAN ROMPUY

De Vice-Eerste Minister

en Minister van Financiën
en Institutionele Hervormingen,

D. REYNDERS

De Minister van Binnenlandse Zaken,

G. DE PADT

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,

E. SCHOUPE

Bijlage bij het koninklijk besluit van 28 juni 2009 betreffende het vervoer via de weg of per spoor van gevaarlijke stoffen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen

BIJLAGE

Precisering met betrekking tot de bepalingen van het RID en van het ADR.

1. TOEZICHT OP DE VERVAARDIGING, RECONSTRUCTIE OF RECONDITIONERING VAN VERPAKKINGEN, IBC'S EN GROTE VERPAKKINGEN

1.1. Het toezicht op de vervaardiging, reconstructie of reconditionering :

– van de door de hoofding van hoofdstukken 6.1 en 6.3 van het RID en van het ADR beoogde verpakkingen;

– van de door de hoofding van hoofdstuk 6.5 van het RID en van het ADR beoogde IBC's;

– van de door de hoofding van hoofdstuk 6.6 van het RID en van het ADR beoogde grote verpakkingen,

die van een in België afgeleverd UN-, RID/ADR- of reconditioneringskenmerk voorzien worden, bestaat uit de interne inspectie, uitgeoefend door de fabrikant, en het extern toezicht, uitgeoefend door een door de Minister erkende instelling.

1.2. De interne inspectie wordt in overeenstemming met de instructies van de gemachtigde van de Minister uitgevoerd en bestaat uit de initiële controle, de fabricagecontrole, de eindcontrole en het optekenen van de resultaten.

1.2.1. Lors du contrôle initial, avant la fabrication, reconstruction ou reconditionnement, il y a lieu de s'assurer que la matière de base, les objets et autres matériaux intervenant dans la construction, correspondent à ceux utilisés lors de l'agrégation du prototype.

1.2.2. Le contrôle de fabrication consiste en :

- tests sur les installations de fabrication, de reconstruction, de reconditionnement et de contrôle au moyen d'échantillons perdus lors du démarrage de la fabrication, reconstruction ou reconditionnement et après chaque adaptation des équipements;
- des contrôles du processus et du produit final pendant la fabrication, reconstruction ou reconditionnement.

1.2.3. Le contrôle final consiste en une inspection des emballages, GRV ou grands emballages après leur fabrication, reconstruction ou reconditionnement. Chaque GRV et chaque grand emballage doit être inspecté individuellement avant sa mise en service.

L'épreuve d'étanchéité avant mise en service des GRV est effectuée par le fabricant.

1.2.4. Les résultats de l'inspection interne doivent être enregistrés et conservés pendant au moins cinq ans.

1.2.5. L'inspection interne doit être effectuée par du personnel compétent.

1.2.6. Le fabricant doit disposer des installations nécessaires à l'exécution de l'inspection interne.

1.3. La surveillance externe comprend les tests par coup de sonde en vue de contrôler la conformité au prototype ainsi que la supervision du service interne d'inspection du fabricant. Cette surveillance a lieu à l'improviste au moins une fois par an par atelier de fabrication, de reconstruction ou de reconditionnement.

1.4. Mesures à prendre en cas de manquement

1.4.1. Dans le cadre de l'inspection interne

Si des manquements par rapport au prototype sont constatés, tous les emballages, GRV ou grands emballages fabriqués, reconstruits ou reconditionnés depuis le dernier contrôle lors duquel la conformité avec le prototype a été constatée, doivent être contrôlés individuellement et la marque UN, RID/ADR ou de reconditionnement sera supprimée sur les emballages qui présentent ces manquements. Sur les emballages, GRV ou grands emballages qui sont fabriqués, reconstruits ou reconditionnés après la constatation des manquements, la marque UN, RID/ADR ou de reconditionnement peut seulement être à nouveau apposée si la conformité au prototype a été prouvée une nouvelle fois.

1.4.2. Dans le cadre de la surveillance externe

Si des manquements par rapport au prototype sont constatés, il y a lieu de procéder comme sous le point 1.4.1 de la présente annexe.

S'il s'avère que l'inspection interne est jugée insuffisante, l'organisme agréé exige du fabricant, constructeur ou reconditionneur le respect des instructions visées au point 1.2 de la présente annexe.

L'organisme agréé informe le Ministre et son délégué au sujet des manquements.

L'organisme agréé effectue dans les trois mois des tests supplémentaires par coup de sonde.

Si les mêmes insuffisances sont à nouveau constatées,

- l'organisme agréé, le cas échéant, en informe le Ministre et son délégué;
- le Ministre procède au retrait de la marque UN, RID/ADR ou de reconditionnement de l'emballage, GRV ou grand emballage concerné.

1.5. Les coûts entraînés par la surveillance externe sont à charge du demandeur de la marque UN ou RID/ADR, ou du reconditionneur.

Lorsque la surveillance externe doit se faire aussi bien chez l'utilisateur que chez le producteur, les coûts entraînés par cette surveillance externe sont à charge des deux intervenants.

2. EPREUVES PERIODIQUES SUR LES GRV

2.1. Sur les GRV, pourvus d'une marque UN délivrée en Belgique, les épreuves et les inspections selon le 6.5.4.4.1 b), le 6.5.4.4.2 b) et le 6.5.4.5.2 du RID et de l'ADR sont effectuées soit par un organisme agréé soit par le propriétaire ou le détenteur de GRV selon les modalités prévues ci-dessous.

2.2. Pour être habilité à effectuer les épreuves périodiques d'étanchéité et inspections sur GRV, le propriétaire ou le détenteur de GRV doit satisfaire aux conditions du 2.2 et avoir reçu l'autorisation du délégué du Ministre.

1.2.1. Bij de initiële controle, vóór de vervaardiging, reconstructie of reconditionering, moet men er zich van vergewissen dat de grondstof, de voorwerpen en de andere materialen die gaan gebruikt worden overeenstemmen met die welke bij de prototypekeuring gebruikt werden.

1.2.2. De fabricagecontrole bestaat uit :

- het testen van de vervaardigings-, reconstructie-, reconditionerings- en controle-installaties met verloren stalen bij het opstarten van de vervaardiging, reconstructie of reconditionering en telkens wanneer de uitrusting aangepast wordt;
- controles op het proces en op het eindproduct tijdens de vervaardiging, reconstructie of reconditionering.

1.2.3. Als eindcontrole worden de verpakkingen, IBC's of grote verpakkingen na de vervaardiging, reconstructie of reconditionering geïnspecteerd. Iedere IBC en iedere grote verpakking moet afzonderlijk geschouwd worden voor hij in gebruik wordt genomen.

De dichtheidsbeproeving voorafgaand aan de ingebruikname van de IBC's wordt door de fabrikant verricht.

1.2.4. De resultaten van de interne inspectie worden opgetekend en blijven gedurende ten minste vijf jaar bewaard.

1.2.5. De interne inspectie moet door competent personeel uitgevoerd worden.

1.2.6. De fabrikant moet over de vereiste installaties beschikken om de interne inspectie uit te voeren.

1.3. Het extern toezicht bestaat enerzijds uit steekproeven om de overeenstemming met het prototype te controleren, en anderzijds uit de supervisie over de interne inspectiedienst van de fabrikant. Dit toezicht vindt minstens één keer per jaar onaangekondigd plaats per vervaardigings-, reconstructie- of reconditioneringsatelier.

1.4. Maatregelen in geval van tekortkoming

1.4.1. In het raam van de interne inspectie

Indien tekortkomingen t.o.v. het prototype worden vastgesteld moeten alle verpakkingen, IBC's of grote verpakkingen, die vervaardigd, gereconstrueerd of gereconditioneerd werden sinds de laatste controle waarbij de overeenstemming met het prototype werd vastgesteld, individueel gecontroleerd worden en het UN-, RID/ADR- of reconditioneringskenmerk wordt uitgewist op deze die de tekortkomingen vertonen. Op de verpakkingen, IBC's of grote verpakkingen die na het vaststellen van de tekortkomingen worden vervaardigd, gereconstrueerd of gereconditioneerd, mag het UN-, RID/ADR- of reconditioneringskenmerk pas weer aangebracht worden nadat de overeenstemming met het prototype opnieuw is aangetoond.

1.4.2. In het raam van het extern toezicht

Indien tekortkomingen ten opzichte van het prototype worden vastgesteld, gaat men te werk zoals aangegeven in punt 1.4.1 van onderhavige bijlage.

Indien blijkt dat de interne inspectie tekort schiet, eist de erkende instelling dat de fabrikant, reconstrueerder of reconditioneerder de in punt 1.2 van onderhavige bijlage vermelde instructies naleeft.

De erkende instelling brengt de Minister en zijn gemachtigde van de tekortkomingen op de hoogte.

De erkende instelling voert binnen de drie maanden steekproefsgewijs bijkomende testen uit.

Indien opnieuw dezelfde tekortkomingen vastgesteld worden,

- brengt de erkende instelling in voorkomend geval de Minister en zijn gemachtigde daarvan op de hoogte;
- trekt de Minister het UN-, RID/ADR- of reconditioneringskenmerk van de desbetreffende verpakking, IBC of grote verpakking in.

1.5. De kosten die het extern toezicht met zich meebrengt zijn ten laste van de aanvrager van het UN- of RID/ADR kenmerk of van de reconditioneerder.

Wanneer het extern toezicht zowel bij de gebruiker als bij de producent dient plaats te vinden, zijn de kosten die dit extern toezicht met zich brengt ten laste van de twee betrokkenen.

2. PERIODIEKE BEPROEVINGEN OP DE IBC'S

2.1. Op de IBC's die van een in België afgeleverd UN-kenmerk voorzien zijn, worden de beproevingen en de inspecties overeenkomstig 6.5.4.4.1 b), 6.5.4.4.2 b) en 6.5.4.5.2 van het RID en van het ADR ofwel door een erkende instelling ofwel volgens de hieronder voorziene modaliteiten door de eigenaar of de houder van IBC's uitgevoerd.

2.2. Om de periodieke dichtheidsbeproevingen en de inspecties op IBC's te mogen uitvoeren, moet de eigenaar of de houder van IBC's voldoen aan de voorwaarden van 2.2 en de toelating van de gemachtigde van de Minister hebben gekregen.

2.2.1. Le propriétaire ou le détenteur de GRV doit être titulaire d'une certification ISO série 9000 compatible avec l'activité visée et couvrant au moins la fabrication ou l'expédition des matières dangereuses.

2.2.2. Le propriétaire ou le détenteur de GRV doit être couvert contre tout dommage qui a été causé par l'épreuve périodique ou l'inspection sur les GRV.

2.2.3. Le service chargé du contrôle périodique et des inspections sur les GRV doit avoir une structure indépendante des services commerciaux et/ou de fabrication.

2.2.4. Le propriétaire ou le détenteur de GRV doit disposer des équipements appropriés à la réalisation des contrôles périodiques et des inspections sur les GRV; en particulier les appareils de mesure doivent être calibrés et indiquer leur précision.

2.2.5. La personne chargée du contrôle périodique et des inspections dispose d'un manuel d'instructions contenant les différentes opérations à respecter lors de ces contrôles. La personne chargée du contrôle et le chef de l'entreprise ou son représentant signent et datent une déclaration suivant laquelle ces instructions sont respectées.

2.3. Un organisme agréé doit contrôler si les conditions mentionnées sous 2.2 sont satisfaites et il rédige un rapport de ce contrôle.

2.4. Le propriétaire ou le détenteur de GRV introduit auprès du délégué du Ministre un dossier contenant les éléments suivants :

- le rapport de l'organisme agréé visé sous 2.3;
- le nom et les coordonnées de la personne responsable du contrôle périodique et des inspections sur les GRV;
- une représentation du poinçon utilisé.

S'il apparaît du dossier qu'il est satisfait à toutes les conditions sous 2.2 le délégué du Ministre autorise le propriétaire ou le détenteur de GRV à effectuer des épreuves périodiques et inspections sur les GRV.

2.5. Les épreuves périodiques et inspections sur les GRV ont lieu conformément au RID ou à l'ADR.

Les rapports de contrôle doivent au moins mentionner :

1° l'identification suivante du GRV :

- nom et adresse du propriétaire;
- nom et adresse du fabricant;
- numéro de construction;
- date de fabrication;
- marquage réglementaire selon le RID ou l'ADR;

2° la date et lieu de l'épreuve d'étanchéité, la pression appliquée et le résultat;

3° l'état intérieur et extérieur du GRV, l'état de son marquage et le fonctionnement de l'équipement de service;

4° la conclusion du rapport à savoir la conformité ou non conformité du GRV aux prescriptions du RID ou de l'ADR;

5° le nom et la signature du responsable de l'épreuve et de l'inspection.

Si l'épreuve périodique est satisfaisante, le propriétaire ou le détenteur de GRV marque la date sur le GRV conformément au RID ou à l'ADR et appose son poinçon.

Le propriétaire ou le détenteur du GRV tient à jour pendant au moins cinq ans le registre des épreuves périodiques et inspections effectuées; ce registre est tenu à la disposition de l'organisme agréé.

2.6. Chaque propriétaire ou détenteur de GRV, qui conformément au point 2.4 de la présente annexe a reçu l'autorisation d'effectuer des épreuves périodiques et inspections sur les GRV, est contrôlé au moins une fois par an par un organisme agréé.

Tout contrôle faisant apparaître des manquements relatifs aux présentes prescriptions donne lieu à une nouvelle visite par le même organisme agréé dans un délai maximum de trois mois. Celui-ci informe le délégué du Ministre.

Si des manquements sont à nouveau constatés lors de la nouvelle visite, l'organisme agréé en informe immédiatement le délégué du Ministre. Celui-ci retire l'autorisation d'effectuer les épreuves périodiques et inspections sur les GRV.

2.2.1. De eigenaar of de houder van IBC's moet houder zijn van ISO-certificatie van de reeks 9000 die verenigbaar is met de beoogde activiteit en die ten minste de productie of de verzending van gevaarlijke goederen dekt.

2.2.2. De eigenaar of de houder van IBC's moet gedekt zijn tegen elke schade die door de periodieke beproevingen of inspectie op IBC's wordt veroorzaakt.

2.2.3. De dienst die belast is met de periodieke keuringen en inspecties op IBC's moet onafhankelijk gestructureerd zijn van de commerciële- en/of productiefdeling.

2.2.4. De eigenaar of de houder van IBC's moet over de geschikte uitrusting beschikken om de periodieke keuringen en inspecties op IBC's uit te voeren; in het bijzonder moeten de meetapparaten gekalibreerd zijn en hun precisie aangeven.

2.2.5. De persoon belast met de periodieke keuring en inspecties beschikt over een handleiding met de verschillende handelingen die tijdens deze keuringen moeten worden gerespecteerd. De persoon belast met de controle en de chef van de onderneming of zijn vertegenwoordiger ondertekenen en dateren een verklaring dat de richtlijnen werden gerespecteerd.

2.3. Een erkende instelling dient te controleren of aan de in 2.2 vermelde voorwaarden wordt voldaan en stelt van deze controle een rapport op.

2.4. De eigenaar of de houder van IBC's dient bij de gemachtigde van de Minister een dossier in dat de volgende elementen bevat :

- het rapport van de erkende instelling, bedoeld in 2.3;
- de naam en de identificatiegegevens van de persoon die verantwoordelijk is voor de periodieke keuringen en inspecties op de IBC's;
- een afbeelding van het gebruikte waarmerk.

Indien uit dit dossier blijkt dat aan alle voorwaarden van 2.2 is voldaan, geeft de gemachtigde van de Minister aan de eigenaar of de houder van IBC's de toelating om periodieke keuringen en inspecties op IBC's uit te voeren.

2.5. De periodieke keuringen en inspecties moeten overeenkomstig het RID of het ADR worden uitgevoerd.

De keuringsrapporten moeten ten minste volgende gegevens vermelden :

1° volgende identificatiegegevens van de IBC :

- naam en adres van de eigenaar;
- naam en adres van de fabrikant;
- constructienummer;
- datum van fabricatie;
- het kenmerk overeenkomstig het RID of het ADR;

2° datum en plaats van de dichtheidskeuring, de toegepaste druk en het bekomen resultaat;

3° de inwendige en uitwendige staat van de IBC, de staat van zijn kenmerk en de werking van de dienstuitrusting;

4° de conclusie van het rapport, te weten of de IBC al dan niet overeenstemt met de voorschriften van het RID of het ADR;

5° de naam en de handtekening van de verantwoordelijke voor de keuring en de inspectie.

Indien de periodieke keuring voldoening geeft, brengt de eigenaar of houder van IBC's de datum aan, overeenkomstig het RID of het ADR, en zijn waarmerk.

De eigenaar of houder van de IBC houdt gedurende tenminste vijf jaar een register bij van de uitgevoerde keuringen en inspecties; dit register wordt ter beschikking gehouden van de erkende instelling.

2.6. Elke eigenaar of houder van IBC's die overeenkomstig punt 2.4 van onderhavige bijlage de toelating heeft gekregen om periodieke keuringen en inspecties op IBC's uit te voeren wordt ten minste één maal per jaar gecontroleerd door een erkende instelling.

Elke controle die tekortkomingen aan het licht brengt betreffende deze bepalingen, geeft aanleiding tot een nieuw bezoek door dezelfde erkende instelling binnen een periode van drie maand. Deze licht de gemachtigde van de Minister in.

Indien tijdens dit nieuw bezoek opnieuw tekortkomingen worden vastgesteld, licht de erkende instelling onmiddellijk de gemachtigde van de Minister in. Deze trekt de toelating in om de periodieke keuringen en inspecties op IBC's uit te voeren.

2.7. Les coûts relatifs aux contrôles effectués par l'organisme agréé sont à charge du propriétaire ou du détenteur de GRV.

3. DISPOSITIONS APPLICABLES AUX CITERNES

3.1. La construction des citernes visées par le chapitre 6.8 et 6.10 du RID et de l'ADR, dont le certificat d'agrément est établi en Belgique, est soumise aux modalités prévues ci-dessous.

3.1.1. Pour satisfaire aux exigences du 6.8.2.1.8 du RID et de l'ADR concernant l'établissement de l'insensibilité à la rupture fragile et à la corrosion fissurante, le certificat fourni par le constructeur doit correspondre au moins au niveau 3.1 de la norme EN 10 204.

3.1.2. Pour chaque prototype de citerne des véhicules-citernes, les organismes agréés doivent garantir, sur base des calculs ou des essais effectués, que la fixation de la citerne au châssis répond aux exigences du 6.8.2.1.1 de l'ADR. De plus, le constructeur du châssis ou l'importateur en Belgique doit attester que la fixation envisagée ne met pas en péril la sécurité du châssis.

3.1.3. Protection contre l'endommagement de la citerne

3.1.3.1. Pour les citernes fixes et citernes démontables, destinées au transport de matières pulvérulantes ou granulaires et construites avant le 1^{er} janvier 1990, le réservoir possède la protection visée au paragraphe 6.8.2.1.20 de l'ADR si les dispositions du 3.1.3.1.1, 3.1.3.1.2 ou 3.1.3.1.3 ont été satisfaites ou si des mesures équivalentes ont été prises.

3.1.3.1.1. Le réservoir est pourvu sur ses deux côtés, à une hauteur se situant entre sa ligne médiane et sa moitié inférieure d'une protection contre les chocs latéraux constituée par un profil dépassant d'au moins 25 mm le hors tout du réservoir. La section droite de ce profil devra être telle qu'il présente, s'il s'agit d'acier doux ou de matériaux de résistance supérieure, un module d'inertie d'au moins 5 cm³, la force étant dirigée horizontalement et perpendiculairement au sens de la marche. Si l'on utilise des matériaux d'une résistance inférieure, le module d'inertie doit être augmenté proportionnellement aux limites d'allongement. La protection contre le renversement peut consister en des cercles de renforcement ou des capots de protection ou des éléments, soit transversaux, soit longitudinaux, d'un profil tel qu'en cas de renversement il n'y ait aucune détérioration des organes placés à la partie supérieure du réservoir.

3.1.3.1.2. Aux deux côtés latéraux de la citerne, dans la zone la plus large, des protections complémentaires sont disposées qui répondent aux prescriptions suivantes :

- pour l'acier doux ou des matériaux de résistance supérieure, l'épaisseur de la paroi de la citerne augmentée de l'épaisseur de la protection doit être d'au moins 6 mm; pour les matériaux d'une résistance inférieure, la formule des marginaux 211127 (3) et (4) de l'ADR de 1999 doit être utilisée;

- la hauteur de ces protections est d'au moins 30 cm.

3.1.3.1.3. Lorsque les réservoirs sont construits à double paroi

- avec vide d'air entre les deux parois, la somme de l'épaisseur de la paroi métallique extérieure et de celle du réservoir doit au moins être égale à l'épaisseur minimale de paroi fixée au marginal 211127 (3) de l'ADR de 1999; l'épaisseur de paroi du réservoir même ne devant pas être inférieure à l'épaisseur minimale fixée au marginal 211127 (4) de l'ADR de 1999;

- avec une couche intermédiaire en matières solides d'au moins 50 mm d'épaisseur, la paroi extérieure doit avoir une épaisseur d'au moins 0,5 mm si elle est en acier doux ou d'au moins 2 mm si elle est en matière plastique renforcée de fibres de verre; comme couche intermédiaire de matières solides, on peut utiliser de la mousse solide (ayant une faculté d'absorption des chocs telle, par exemple, que celle de la mousse de polyuréthane); la paroi extérieure doit avoir une épaisseur d'au moins 1 mm si elle est en aluminium.

3.1.3.2. Pour les citernes fixes et citernes démontables, destinées au transport de matières pulvérulantes ou granulaires et construites à partir du 1^{er} janvier 1990, le réservoir possède la protection visée au paragraphe 6.8.2.1.20 de l'ADR si les dispositions du 3.1.3.2.1 ou 3.1.3.2.2 ont été satisfaites ou si des mesures équivalentes ont été prises.

2.7. De kosten betreffende de controles uitgevoerd door de erkende instelling zijn ten laste van de eigenaar of de houder van IBC's.

3. BEPALINGEN VAN TOEPASSING OP TANKS

3.1. De constructie van de door hoofdstuk 6.8 en 6.10 van het RID en van het ADR beoogde tanks, waarvan het goedkeuringscertificaat in België wordt opgesteld, is onderworpen aan de hieronder voorziene modaliteiten.

3.1.1. Om te voldoen aan de eisen van 6.8.2.1.8 van het RID en van het ADR in verband met het vaststellen van de ongevoeligheid voor brosse breuk en voor barstverwekkende spanningscorrosie, dient het door de constructeur verstrekt certificaat ten minste overeen te stemmen met niveau 3.1 van de norm EN 10 204.

3.1.2. Voor elk tankprototype van tankvoertuigen moeten de erkende instellingen op basis van de berekeningen of van de uitgevoerde proeven garanderen dat de vasthechting van de tank aan het chassis beantwoordt aan de vereisten van 6.8.2.1.1 van het ADR. De constructeur van het chassis, of de invoerder ervan in België, moet bovendien schriftelijk verklaren dat de voorgenomen vasthechting de veiligheid van het chassis niet in gevaar brengt.

3.1.3. Bescherming tegen beschadiging van de tank

3.1.3.1. Bij vaste tanks en afneembare tanks, bestemd voor het vervoer van poedervormige of korrelvormige stoffen en gebouwd vóór 1 januari 1990, bezit de houder de in paragraaf 6.8.2.1.20 van het ADR beoogde bescherming indien aan de bepalingen van 3.1.3.1.1, 3.1.3.1.2 of 3.1.3.1.3 is voldaan, of indien gelijkaardige maatregelen werden getroffen.

3.1.3.1.1. De houder wordt op de twee zijanten en op een hoogte, gelegen tussen zijn horizontale middellijn en zijn onderste helft, voorzien van een bescherming tegen zijdelingse schokken, die bestaat uit een profiel dat tenminste 25 mm buiten de uiterste omtrek van de houder uitsteekt. Indien deze bescherming vervaardigd is uit zacht staal of materiaal van een hogere weerstand, moet de traagheidsmodulus van de rechte doorsnede van dit profiel tenminste gelijk zijn aan 5 cm³ waarbij de kracht horizontaal gericht is en loodrecht op de rijrichting. Indien materialen met een lagere weerstand worden gebruikt, moet de traagheidsmodulus evenredig met de rekgrenzen verhoogd worden. De bescherming tegen het omkantelen kan bestaan uit versterkingsringen, beschermkappen, of elementen in de dwarsrichting of in de langsrichting met een zodanig profiel dat in geval van omkanteling de uitrusting op het bovenste gedeelte van de houder niet beschadigd wordt.

3.1.3.1.2. Aan de twee zijanten van de tank, daar waar deze het breedst is, worden aanvullende beschermingen aangebracht die voldoen aan de volgende eisen :

- voor zacht staal of materialen met hogere weerstand moet de totale dikte van tankwand en bescherming samen ten minste 6 mm bedragen; voor materialen met een lagere weerstand moet de formule van randnummers 211127 (3) en (4) van het ADR van 1999 gebruikt worden;

- de beschermingen moeten tenminste 30 cm hoog zijn.

3.1.3.1.3. Indien de houders dubbelwandig uitgevoerd zijn

- met vacuüm tussen beide wanden, moet de som van de dikten van de metalen buitenwand en van de houder tenminste gelijk zijn aan de minimale wanddikte, vastgesteld in randnummer 211127 (3) van het ADR van 1999; de wanddikte van de houder zelf mag niet lager zijn dan de minimale wanddikte, vastgesteld in randnummer 211127 (4) van het ADR van 1999;

- met een tussenlaag uit vaste stof van ten minste 50 mm dikte, moet de buitenste wand ten minste 0,5 mm dik zijn indien hij uit zacht staal vervaardigd is of ten minste 2 mm indien hij bestaat uit met glasvezels versterkte kunststof; als tussenlaag mag vast schuim worden gebruikt (dat een even groot absorbtievermogen van schokken heeft als bijvoorbeeld polyurethaanschuim); de buitenwand moet ten minste 1 mm dik zijn indien hij uit aluminium vervaardigd is.

3.1.3.2. Voor vaste tanks en afneembare tanks, bestemd voor het vervoer van poedervormige of korrelvormige stoffen en gebouwd vanaf 1 januari 1990, bezit de houder de in paragraaf 6.8.2.1.20 van het ADR beoogde bescherming indien aan de bepalingen van 3.1.3.2.1 of 3.1.3.2.2 is voldaan, of indien gelijkaardige maatregelen werden getroffen.

3.1.3.2.1. Aux deux côtés latéraux de la citerne, dans la zone la plus large, des protections complémentaires sont disposées qui répondent aux prescriptions suivantes :

- la somme de l'épaisseur de la paroi de la citerne et de l'épaisseur de la protection doit être d'au moins 5 mm pour l'acier doux; pour les autres matériaux :

- la formule des marginaux 211127 (3) et (4) de l'ADR de 1999 doit être utilisée pour obtenir l'épaisseur équivalente si la citerne a été mise en service avant le 31 décembre 2002;

- il y a lieu de tenir compte des paragraphes 6.8.2.1.18 et 6.8.2.1.19 de l'ADR si la citerne a été mise en service après le 31 décembre 2002.

- la hauteur des protections est d'au moins 30 cm.

3.1.3.2.2. Pour satisfaire au 6.8.2.1.20 (b) de l'ADR; quand on utilise le paragraphe 6.8.2.1.20 (b) 3 de l'ADR, la paroi extérieure doit avoir une épaisseur d'au moins 1 mm si elle est en aluminium.

3.1.4. Brise-flots et cloisons

Les brise-flots et cloisons possèdent la résistance équivalente exigée au 6.8.2.1.22 de l'ADR s'ils peuvent supporter une pression totale égale à deux fois le poids du liquide transporté dans le compartiment ou la section de la citerne. Cette pression est exercée uniformément sur l'entièreté du brise-flots ou de la cloison dans le sens de la marche du véhicule ainsi que dans le sens opposé, compte tenu des ouvertures éventuelles de passage.

3.1.5. Ouverture et fermeture du fond ouvrant des citernes à déchets opérant sous vide (système à servocommande)

La commande visée au 6.10.3.5 du RID et de l'ADR doit se trouver le plus près possible du fond ouvrant (maximum 1 mètre du fond ouvrant dans le sens longitudinal) sans risque pour l'opérateur.

3.2. Les équipements de citernes des véhicules-citernes qui sont affectées au transport de marchandises dangereuses et dont le certificat d'agrément est établi en Belgique, sont soumis aux modalités prévues ci-dessous.

3.2.1. Tous les équipements doivent être d'un type qui a fait l'objet d'un agrément.

3.2.1.1. Cet agrément est accordé par un des organismes agréés, visés à l'article 17 du présent arrêté, après avoir vérifié si le type d'équipement répond aux prescriptions qui lui sont applicables.

3.2.1.2. A sa demande d'agrément, le fournisseur de l'équipement joint une documentation technique et une attestation du fabricant certifiant qu'il convient aux produits à transporter.

3.2.1.3. Toute décision de refus d'un type d'équipement doit être motivée et notifiée au délégué du Ministre par l'organisme agréé qui a examiné la demande d'agrément.

3.2.1.4. Les équipements des citernes construites à partir du 1^{er} mai 1986 doivent être facilement identifiables. A cette fin, ils doivent porter un marquage durable comportant au moins :

- le nom ou sigle du fabricant;
- le type;
- les conditions maximales de service (pression, température,...).

Ce marquage doit être lisible après montage de l'accessoire.

Toutes ces indications peuvent, au besoin, être reprises sur une plaquette résistant à la corrosion et fixée de façon durable sur l'accessoire (de préférence au moyen de rivets).

3.2.1.5. Les prescriptions du 3.2.1 qui précèdent ne s'appliquent pas :

1° aux citernes affectées uniquement au transport national des :

- matières de la classe 3 ayant un point d'éclair supérieur à 23 °C mais inférieur ou égal à 60 °C, sans danger secondaire;
- matières du numéro ONU 1202 ayant un point d'éclair supérieur à 60°C mais inférieur ou égal à 100 °C;
- matières des numéros ONU 3256 et 3257.

2° aux citernes destinées au transport des matières de la classe 2 et des numéros ONU 1051, 1052 et 1790 (contenant plus de 85 % de fluorure d'hydrogène) qui répondent aux exigences de la Directive 99/36/CE du Conseil du 29 avril 1999 relative aux équipements sous pression transportables et qui satisfont à une des normes mentionnées aux paragraphes 6.8.2.6 ou 6.8.3.6 de l'ADR;

3.1.3.2.1. Aan de twee zijanten van de tank, daar waar deze het breedst is, worden aanvullende beschermingen aangebracht die voldoen aan de volgende eisen :

- voor zacht staal moet de som van de wanddikte van de tank en van de dikte van de bescherming ten minste 5 mm bedragen; voor andere materialen moet :

- de formule van randnummers 211127 (3) en (4) van het ADR van 1999 gebruikt worden om de gelijkwaardige dikte te bekomen indien de tank in dienst gesteld werd voor 31 december 2002;

- met de paragrafen 6.8.2.1.18 en 6.8.2.1.19 van het ADR rekening gehouden worden indien de tank in dienst gesteld werd na 31 december 2002.

- de beschermingen moeten tenminste 30 cm hoog zijn.

3.1.3.2.2. Er wordt voldaan aan 6.8.2.1.20 (b) van het ADR; wanneer van paragraaf 6.8.2.1.20 (b) 3 van het ADR gebruik gemaakt wordt, moet de buitenwand ten minste 1 mm dik zijn indien hij uit aluminium vervaardigd is.

3.1.4. Slingerschotten en tussenwanden

De slingerschotten en tussenwanden bezitten de in 6.8.2.1.22 van het ADR geëiste gelijkwaardige stevigheid indien ze weerstaan aan een totale druk gelijk aan tweemaal het gewicht van de vloeistof, die in het vak of de afdeling van de tank wordt vervoerd. Deze druk wordt uniform op het ganse slingerschot of de ganse tussenwand uitgeoefend in de rijrichting van het voertuig alsook in tegengestelde richting. Hierbij wordt rekening gehouden met de eventuele doorstromingsopeningen.

3.1.5. Openen en sluiten van de opengaande bodem van de vacuümtanks voor afvalstoffen (systeem met servobediening)

De in 6.10.3.5 van het RID en van het ADR voorziene bedieningsrichting moet zo dicht mogelijk geplaatst worden tegen de opengaande bodem (maximum 1 meter van de opengaande bodem in de lengterichting) zonder dat hierbij de operator in gevaar wordt gebracht.

3.2. Uitrustingen van tanks van tankvoertuigen die gebruikt worden voor het vervoer van gevaarlijke goederen en waarvan het goedkeuringscertificaat in België wordt opgesteld, zijn onderworpen aan de hieronder voorziene modaliteiten.

3.2.1. Alle uitrustingen moeten van een type zijn dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een goedkeuring.

3.2.1.1. Deze goedkeuring wordt verleend door één der erkende instellingen bedoeld in artikel 17 van dit besluit nadat deze heeft nagegaan of dit uitrustingstype beantwoordt aan de bepalingen die er op van toepassing zijn.

3.2.1.2. Bij zijn aanvraag om goedkeuring voegt de leverancier van de uitrusting een technische documentatie en een attest van de fabrikant waaruit blijkt dat deze geschikt is voor de te vervoeren producten.

3.2.1.3. Elke beslissing tot afkeuren van een uitrustingstype moet met redenen omkleed zijn en betekend worden aan de gemachtigde van de Minister door de erkende instelling die de aanvraag tot goedkeuring heeft onderzocht.

3.2.1.4. De uitrustingen van de tanks, gebouwd vanaf 1 mei 1986, moeten gemakkelijk te identificeren zijn. Te dien einde dienen ze op duurzame wijze gemerkt te worden met tenminste :

- de naam of het zegel van de fabrikant;
- het type;
- de uiterst toegelaten werkingsvoorwaarden (druk, temperatuur,...).

Deze gegevens dienen leesbaar te zijn nadat de uitrusting gemonteerd is.

Ze mogen desnoods op een plaatje geplaatst worden dat aan corrosie weerstaat en dat op duurzame wijze op de uitrusting vastgehecht wordt (bij voorkeur met behulp van klinknageltjes).

3.2.1.5. De voorafgaande bepalingen van 3.2.1 zijn niet van toepassing :

- 1° op de tanks die uitsluitend binnenlands vervoer verrichten van :
 - stoffen van de klasse 3 met een vlampunt groter dan 23 °C en kleiner dan of gelijk aan 60 °C, zonder nevengevaren;
 - stoffen van UNO-nummer 1202 met een vlampunt groter dan 60 °C en kleiner dan of gelijk aan 100 °C;
 - stoffen van UN-nummers 3256 en 3257.

2° op de tanks bestemd voor het vervoer van stoffen van klasse 2 en van de UN-nummers 1051, 1052 en 1790 (met meer dan 85 % fluorwaterstof) die voldoen aan de bepalingen van de Richtlijn 99/36/EG van de Raad van 29 april 1999 betreffende vervoerbare drukapparatuur en die voldoen aan een van de in paragraaf 6.8.2.6 of 6.8.3.6 van het ADR vermelde normen;

3° aux citernes dont les équipements ont été conçus selon une des normes relatives aux équipements citées au 6.8.2.6 de l'ADR.

3.2.2. Protection des équipements

Pour les citernes fixes, les exigences du paragraphe 6.8.2.2.1 de l'ADR concernant la protection des équipements contre les risques d'arrachement ou d'avarie sont réputées satisfaites si les équipements de structure et de service fixés directement au réservoir sont placés aux endroits suivants :

- à la partie inférieure du réservoir, dans un secteur qui s'étend sur un angle de 60° de part et d'autre de sa génératrice inférieure;
- à la partie supérieure du réservoir, dans un secteur qui s'étend sur un angle de 30° de part et d'autre de sa génératrice supérieure si une protection encadre complètement le ou les accessoires concernés; la hauteur de cette protection doit être plus élevée que celle du ou des accessoires à protéger et la protection ne peut se déformer sous l'action du poids total du véhicule et de sa charge utile en position renversée;

- sur les parois arrière et avant du réservoir, hors du rayon de carré et du bord droit; toute partie d'équipement placé sur la paroi arrière du réservoir doit se trouver au moins à 10 cm en avant du hors tout du pare-chocs.

Pour tout autre type de construction, les organismes agréés doivent au préalable donner leur accord après s'être assuré que les exigences du 6.8.2.2.1 de l'ADR sont remplies.

3.3. Marquage

Le marquage et les inscriptions sur les citernes dont le certificat d'agrément est établi en Belgique, sont soumis aux modalités prévues ci-dessous.

3.3.1. La plaque signalétique des véhicules-citernes ou véhicule-batteries doit être placée de façon à ce qu'elle soit aisément observable et lisible par un observateur situé au sol.

3.3.2. A l'arrière de chaque véhicule-citerne ou véhicule-batterie (véhicule, semi-remorque ou remorque) doivent figurer les données suivantes : le nom ou le sigle de l'exploitant, ainsi que le numéro de téléphone de l'exploitant ou du bureau de la firme à contacter en cas d'accident.

Les lettres et chiffres de ces indications doivent avoir une hauteur minimale de 7 cm et une largeur minimale de 1 cm.

3.4. Citernes en matière plastique

Les citernes en matière plastique visées par le chapitre 6.9 du RID et de l'ADR, dont le certificat d'agrément est établi en Belgique, sont soumises aux modalités prévues ci-dessous.

3.4.1. Les dispositions des points 3.1.2, 3.2 et 3.3 de la présente annexe sont aussi d'application sur les citernes en matière plastique.

3.4.2. Lors des essais sur les citernes atmosphériques en matière plastique renforcée, on peut appliquer une pression hydraulique ou une pression exercée par un coussin d'air, mais pas une pression d'air.

3.5 Pour toute construction selon un agrément de prototype donné par un des organismes agréés visés à l'article 17 du présent arrêté, le constructeur doit, avant d'entamer la construction de la citerne, recevoir une approbation d'un de ces organismes.

3.5.1. Pour ce faire, il doit introduire les documents repris ci-dessous auprès de cet organisme.

3.5.1.1. Un schéma de la construction sur lequel doivent au moins apparaître les renseignements suivants :

- le numéro d'agrément du prototype;
- les dimensions de la citerne;

et pour des citernes fixes :

- les dimensions du châssis;
- le système de fixation de la/des citerne(s) au châssis;
- la position du centre de gravité du véhicule-citerne, semi-remorque-citerne ou remorque-citerne.

3.5.1.2. Une fiche de renseignements reprenant entre autres les données suivantes :

- la liste, le mode de placement et la protection des équipements utilisés;
- les caractéristiques mécaniques et l'épaisseur des matériaux de construction de base.
- le code citerne et, le cas échéant, la nature des produits à transporter.

3.5.1.3. Les attestations d'agrément des procédures de soudage.

3° op de tanks waarvan de uitrusting ontworpen werd overeenkomstig één van de in paragraaf 6.8.2.6 van het ADR vermelde normen met betrekking op de uitrusting.

3.2.2. Bescherming van de uitrustingen

Bij de vaste tanks wordt aangenomen dat aan de eisen van paragraaf 6.8.2.2.1 van het ADR betreffende de bescherming van de uitrustingen tegen de risico's van afrukking of beschadiging is voldaan indien de structuur- en dienstuitrustingen die rechtstreeks op de houder zijn bevestigd op de volgende plaatsen aangebracht worden :

- aan de onderkant van de houder, in een sector die reikt over een hoek van 60° aan weerszijden van zijn onderste beschrijvende rechte;
- aan de bovenkant van de houder, in een sector die reikt over een hoek van 30° aan weerszijden van zijn bovenste beschrijvende rechte, indien een bescherming het (of de) toebehoren volledig omsluit; de hoogte van deze bescherming moet groter zijn dan die van het (of de) te beschermen toebehoren en de bescherming mag niet vervormen door de inwerking van het totaal gewicht van het voertuig en zijn nuttige last, in omgekeerde stand;

- op de achterste en voorste wand van de houder, buiten de welvingsstraal en de rechte rand; elk deel van de uitrusting op de achterwand van de houder moet zich ten minste 10 cm vóór het achterste punt van de schokbreker bevinden.

Voor elk ander constructietype moeten de erkende instellingen zich er vooraf mee akkoord verklaren, na er zich van vergewist te hebben dat aan de vereisten van 6.8.2.2.1 van het ADR is voldaan.

3.3. Kenmerken

De kenmerken en opschriften op de tanks waarvan het goedkeuringscertificaat in België wordt opgesteld, zijn onderworpen aan de hieronder voorziene modaliteiten.

3.3.1. Het kenplaatje van tank- of batterijvoertuigen moet gemakkelijk waarneembaar en leesbaar zijn voor een waarnemer die op de grond staat.

3.3.2. Op de achterkant van elk tank- of batterijvoertuig (wagen, oplegger of aanhangwagen) moeten volgende gegevens aangebracht worden : de naam of de kenletters van de ondernemer en het telefoonnummer van de ondernemer of van het kantoor der firma, die bij ongeval moet verwittigd worden.

De letters en cijfers van deze aanduidingen moeten ten minste 7 cm hoog en 1 cm breed zijn.

3.4. Tanks uit kunststof

De door hoofdstuk 6.9 van het RID en van het ADR beoogde tanks uit kunststof, waarvan het goedkeuringscertificaat in België wordt opgesteld, zijn onderworpen aan de hieronder voorziene modaliteiten.

3.4.1. De bepalingen van de punten 3.1.2, 3.2 en 3.3 van onderhavige bijlage gelden ook voor kunststoftanks.

3.4.2. Bij de beproevingen van atmosferische tanks uit gewapende kunststof mag gebruik gemaakt worden van hydraulische druk of van druk uitgeoefend met behulp van een luchtkussen, maar niet van luchtdruk.

3.5 Voor de bouw volgens een goedkeuringscertificaat afgeleverd door een der erkende instellingen bedoeld in artikel 17 van dit besluit, dient de fabrikant een vergunning te bekomen van die erkende instelling alvorens de bouw van de tank aan te vatten.

3.5.1. Om deze vergunning te verkrijgen moet hij de hiernavolgende documenten indienen bij die instelling.

3.5.1.1. Een fabricageschema dat op zijn minst de volgende inlichtingen bevat :

- het goedkeuringsnummer van het prototype;
- de afmetingen van de tank;

en voor vaste tanks :

- de afmetingen van het chassis;
- het bevestigingssysteem van de tank(s) op het chassis;
- de ligging van het zwaartepunt van de tankwagon, de tankoplegger of de tankaanhangwagen.

3.5.1.2. Een inlichtingsfiche die o.m. de volgende gegevens bevat :

- de lijst, de plaatsing en de bescherming van de gebruikte uitrustingen;
- de mechanische eigenschappen en de dikte van de basisfabricagematerialen.

- de tank-code en, in voorkomend geval, de aard van de te vervoeren producten.

3.5.1.3. De goedkeuringsattesten betreffende de lasmethoden.

3.5.1.4. Les attestations valables de qualification des soudeurs.

3.5.2. L'organisme agréé vérifie si le projet de construction est conforme à l'agrément de prototype et à la réglementation. Si c'est le cas, il accorde l'approbation de construction.

3.5.3. Les prescriptions du 3.5. qui précèdent ne s'appliquent pas aux citernes destinées au transport des matières de la classe 2 et des numéros ONU 1051, 1052 et 1790 (contenant plus de 85 % de fluorure d'hydrogène) qui répondent aux exigences de la Directive 99/36/CE du Conseil du 29 avril 1999 relative aux équipements sous pression.

4. EQUIPEMENT DE SECURITE

L'équipement de sécurité, pour les transports effectués au moyen de véhicules immatriculés en Belgique, est soumis aux modalités prévues ci-dessous :

4.1 Extincteurs d'incendie

1° Les extincteurs d'incendie prescrits à la section 8.1.4. de l'ADR, doivent porter en plus la marque de conformité BENOR V ou une autre marque de conformité qui est reconnue par un autre état membre de l'Union européenne ou par un pays de l'Association européenne de libre-échange qui est partie à l'accord concernant l'Espace économique européen et l'ADR.

2° les extincteurs d'incendie pourvus de la marque de conformité BENOR V ont une date de validité qui est la date de fabrication augmentée de cinq ans.

3° les extincteurs d'incendie visés à la section 8.1.4.1 a) de l'ADR doivent se trouver dans la cabine à la portée de la main du conducteur.

4.2 Interrupteur

L'emplacement des dispositifs de commande du coupe-circuit de batteries doit être signalé distinctement par la mention bilingue : 'INTERRUPTEUR-HOOFDSCHAKELAAR' ou par un pictogramme clair.

5. CONSTRUCTION ET AGREMENT DES VEHICULES

Pour les véhicules immatriculés en Belgique, les pare-chocs des véhicules-citernes ne peuvent pas être fixés directement à la citerne.

6. PRECISIONS

6.1. Si nécessaire, le délégué du Ministre peut, par voie d'instruction, préciser les détails d'exécution des dispositions relatives à cette annexe.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 28 juin 2009 relatif au transport des marchandises dangereuses par route ou par chemin de fer, à l'exception des matières explosibles et radioactives.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
H. VAN ROMPUY

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Finances et des Reformes institutionnelles,
D. REYNDEERS

Le Ministre de l'Intérieur,
G. DE PADT

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,
E. SCHOUPPE

3.5.1.4. Geldige bekwaamheidsverklaringen van de lassers.

3.5.2. De erkende instelling gaat na of het constructieplan in overeenstemming is met het goedkeuringscertificaat en beantwoordt aan de reglementering. Indien dit het geval is verleent ze de toelating voor constructie.

3.5.3. De voorafgaande bepalingen van 3.5 zijn niet van toepassing op de tanks bestemd voor het vervoer van stoffen van klasse 2 en van de UN-nummers 1051, 1052 en 1790 (met meer dan 85 % fluorwaterstof) die voldoen aan de bepalingen van de Richtlijn 99/36/EG van de Raad van 29 april 1999 betreffende vervoerbare drukapparatuur.

4. VEILIGHEIDSUITRUSTING

De veiligheidsuitrusting, bij vervoer verricht door middel van voertuigen ingeschreven in België, is onderworpen aan de hieronder voorziene modaliteiten :

4.1 Brandblusapparaten

1° De brandblusapparaten, voorgeschreven door afdeling 8.1.4. van het ADR, moeten bovendien voorzien zijn van het gelijkvormigheidsmerkteken BENOR V of van een gelijkvormigheidsmerkteken dat erkend is door een andere lidstaat van de Europese Unie of door een land van de Europese Vrijhandelsassociatie dat partij is bij de overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte en het ADR.

2° de brandblusapparaten voorzien van het gelijkvormigheidsmerkteken BENOR V hebben een uiterste geldigheidsdatum die gelijk is aan de fabricatiedatum vermeerderd met vijf jaar.

3° de brandblusapparaten, bedoeld in afdeling 8.1.4.1 a) van het ADR, moeten zich in de cabine binnen het bereik van de bestuurder bevinden.

4.2 Hoofdschakelaar

De plaats van de bedieningen van de hoofdschakelaar moet duidelijk aangegeven zijn met het tweetalig opschrift : 'HOOFDSCHAKELAAR-INTERRUPTEUR' of door een duidelijk pictogram.

5. CONSTRUCTIE EN GOEDKEURING VAN VOERTUIGEN

Voor de voertuigen ingeschreven in België mogen de schokbrekers bij tankvoertuigen niet rechtstreeks aan de tank bevestigd zijn.

6. PRECISERINGEN

6.1. De gemachtigde van de Minister kan zo nodig via richtlijnen de uitvoeringsdetails preciseren van de bepalingen die betrekking hebben op deze bijlage.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 28 juni 2009 betreffende het vervoer via de weg of per spoor van gevaarlijke stoffen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
H. VAN ROMPUY

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Financiën en Institutionele Hervormingen,
D. REYNDEERS

De Minister van Binnenlandse Zaken,
G. DE PADT

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,
E. SCHOUPPE

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[2009/00457]

Commissaire divisionnaire de police. — Nomination

Par arrêté royal du 17 juin 2009, M. Van Wynsberghe, Gino, est nommé au grade de commissaire divisionnaire de police auprès du corps de police de la zone de police d'Anvers à partir du 1^{er} janvier 2005.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[2009/00457]

Hoofdcommissaris van politie. — Benoeming

Bij koninklijk besluit, d.d. 17 juni 2009, wordt de heer Van Wynsberghe, Gino, benoemd in de graad van hoofdcommissaris van politie bij het politiekorps van de politiezone Antwerpen, met ingang van 1 januari 2005.